

ASSASSINAT POLITIQUE ET RUMEUR: ARAFAT A-T-IL ETE EMPOISONNE ?

7 juin 2013

Quelque soit sa notoriété, la mort d'une personnalité suscite souvent des spéculations quant à ses circonstances. Il en va ainsi, par exemple, de la mort de Napoléon, dû selon certains à un empoisonnement par arsenic[1]. Au Proche-Orient, les rumeurs d'assassinat par intoxication prolifèrent dès qu'un dirigeant décède, le poison étant un *modus operandi* privilégié dans les hautes sphères moyen-orientales, des sept plaies d'Egypte aux haschischins en passant par l'aspic de Cléopâtre[2] (les empoisonnements dans d'autres régions du monde n'ont pas toujours la même valeur historique). Un dernier exemple en date le prouve. Le décès du leader de l'OLP et premier président de l'Autorité palestinienne, Yasser Arafat, survenu le 11 novembre 2004, génère ainsi les rumeurs les plus farfelues tant le personnage fut controversé. Officiellement, Arafat est mort « *d'un mystérieux mal qui n'a jamais été clairement identifié* »[3].

La pathologie avancée officiellement à l'époque, une coagulation intravasculaire disséminée, ne guère satisfait les sceptiques. Aussi, le Conseil législatif palestinien crée sa propre commission le 5 octobre 2005, mais en raison des divergences et des nouvelles informations, d'autres sont créés comme celle du 6 août 2009. Toutes concluent à la responsabilité d'Israël. Ces thèses alternatives sur les causes de cette mort sont renforcées par le reportage de la chaîne qatarie *Al-Jazeera*, laquelle prétend, après analyse des effets personnels du raïs, qu'il aurait été empoisonné au polonium. L'équipe du professeur Patrick Magin de Lausanne y aurait décelé « *une quantité anormale de polonium* »[4]. L'émission convainc la veuve d'Arafat, Souha, soutenue par ses avocats Pierre-Olivier Sur et Jessica Finelle[5], de porter plainte en France pour assassinat. En juillet 2012, le diplomate palestinien Saëb Erakat forme une commission d'enquête internationale. Son président, Taoufiq Tiraoui souhaite porter l'affaire devant la Cour Pénale Internationale[6] après la reconnaissance de la Palestine comme Etat observateur, et affirme à l'encan: « *Le 27 novembre sera un des jours les plus douloureux de ma vie, pour des raisons personnelles, patriotiques, politiques et religieuses. Mais c'est une nécessité douloureuse pour parvenir à la vérité sur les raisons de la mort de Yasser Arafat. [...] En tant que patriotes palestiniens, nous sommes convaincus que les Israéliens ont assassiné le président Arafat, et en tant que commission d'enquête nous avons des indices allant dans ce sens* »[7]. Pourtant, la rumeur n'est pas neuve. Le 3 août 2007, *Al-Jazeera* interroge l'ancien conseiller politique d'Arafat, Bassam Abou Sharif, lequel confie: « *Je déclare ici que le président français Chirac sait exactement comment Yasser Arafat a été assassiné et qu'il dissimule sciemment, sous prétexte de protéger des intérêts israéliens. Le groupe des trois médecins français, qui ont suivi Arafat, sait comment Yasser Arafat a été tué et quel type de poison a été utilisé contre lui. Je mets au défi Chirac et les trois médecins de m'opposer un démenti* »[8]. « *Je pense que nous trouverons des traces d'empoisonnement, mais il n'est pas certain que la piste mène aux Israéliens...* »[9], explique pourtant Sur.

Contrairement aux idées reçues, la rumeur d'assassinat n'est pas le seul apanage des conspirationnistes, puisque des enquêtes gouvernementales sont actuellement menées sur la mort d'Arafat, et que nombres d'hommes politiques valident cette thèse. Une commission rogatoire internationale française, égyptienne, palestinienne (président de la commission Taoufiq Tiraoui), suisse (les effets seront analysés là-bas)[10] et russe se rend à Ramallah le 26 novembre 2012, pour enquêtes, le 13 novembre. L'autopsie a lieu le 27 novembre. Les échantillons sont ramenés pour analyse à Nanterre, via la valise diplomatique du consul de Jérusalem Olivier Plançon. C'est dire si l'affaire est prise au sérieux.

Si l'Etat hébreu est parfois désigné, c'est qu'il s'est rendu célèbre pour perpétrer des assassinats ciblés. Entre 2001 et 2006 d'Abou Ali Moustapha de l'OLP au Cheick Yassin du Hamas, les morts de cadres activistes palestiniens se compte par centaines. En septembre 1997, Benyamin Netanyahu, déjà Premier ministre, échoue à assassiner le leader du Hamas Khaled Mishal au gaz neurotoxique[11]. La

polémique n'est donc pas anodine, dans un contexte oriental traditionnellement conflictuel, exacerbé par les dernières crises : l'opération « pilier de défense », rivalités entre activistes palestiniens, dossier nucléaire iranien, les suites des « printemps arabes » et les élections prochaines en Israël.

Des tribunes pléthoriques incriminent soit Israël, soit les Palestiniens, soit les Américains, voir les Iraniens, sans que leurs arguments prennent appuis sur quelques facteurs élémentaires à rappeler. Toutefois, le propos ne sera ici de déterminer les causes de la mort de l'ancien prix Nobel de la paix. Ce serait une grande prétention de découvrir la vérité sans être épidémiologiste ou familier des arcanes du pouvoir. Il est plus pertinent en revanche de se demander pourquoi cette autopsie intervient si tard. Avant de déterminer à qui profite la mort du Président, il convient d'abord de détruire quelques mythes qui perdurent sur le personnage d'Arafat.

I. Arafat et l'OLP : un pion sur l'échiquier moyen-oriental

La vie d'Arafat Mohamed Abdel Raouf/Rahman Arafat al-Qudwa al-Husseini dit Abou Ammar (nom du premier martyr de l'Islam) est difficile à extirper de la légende. Né le 4 août 1929 au Caire et non à Jérusalem (comme annoncé par Arafat pour renforcer son aura), il serait, selon lui, le petit-neveu du grand mufti de Jérusalem Al-Husseini, l'allié d'Hitler. Dès le début de sa vie de militant, Arafat se distingue dans sa faculté de passer d'une allégeance à l'autre et de pratiquer le double discours.

I.1 un leader contesté en Palestine et dans le « monde arabe »

Arafat, un baroudeur politique au service de la cause palestinienne

A la fin des années 1940, Arafat travaille en Palestine, pour les Britanniques, contre les milices juives, puis il devient secrétaire d'Abdel Kader al-Husseini. Déjà, les Etats arabes se méfient des revendications des Palestiniens, dont ils soutiennent les forces contre le colonisateur, pour les combattre ensuite. Rentré au Caire lors de l'indépendance d'Israël, Arafat poursuit des études d'ingénierie et d'art militaire, et devient officier. Il combat ses anciens alliés britanniques, aux côtés des Frères Musulmans, qu'il trahit ensuite lorsque Nasser arrive au pouvoir. Le président Egyptien cherche ensuite à l'éloigner, ce qui l'oblige à s'exiler au Koweït. Paradoxe de l'Histoire, ce sont les Britanniques, opposés à Nasser, qui l'aident. En 1959, il crée le journal *Filistinuna*. En 1959, au Koweït est fondé le Fatah (*conquête* en arabe et diminutif de *Harakat al tahrir al Falastine* c'est-à-dire le *Mouvement de Libération de la Palestine*), par Arafat et Salah Khalaf et Al Wazir. Le mouvement laïc appelle à la libération de la Palestine. Le leader de l'OLP, Ahmed Choukeiry promet que « *le sang des juifs coulera dans les rigoles de Tel-Aviv* ». Le Fatah ouvre son premier bureau étranger à Alger. Dans le petit Etat pétrolier, Arafat dissimule ses activités derrière sa couverture de fonctionnaire de ministère et de patron d'une entreprise de construction.

L'*Organisation de Libération de la Palestine* naît en 1964 pour fédérer des groupuscules palestiniens, d'abord sous les tutelles syrienne et soviétique. Mais Arafat doit déjà affronter des rivaux, dont Ahmed Choukairy, soutenu par la Syrie. Arafat finit par l'emporter en se rapprochant à nouveau du grand frère égyptien qui cherche à s'attacher ce mouvement proche des non-alignés. Le *Fatah* intègre l'OLP en 1968, et en prend totalement le contrôle lorsqu'en 1969, Arafat devient président du comité exécutif. Depuis son siège de Damas, l'OLP dirige de fait le Fatah, sa branche politique, protégée par l'Armée de Libération de la Palestine. Auréolé de ces succès, Arafat se fait diplomate. Il est décoré par de Gaulle. Le leader arabe qualifie les Français de « *peuple frère* ». Soutenu cette fois par la Syrie, la Jordanie et l'Irak, il remporte difficilement la bataille de Karameh contre Israël[12]. Cette victoire médiatisée lui attire des financements venus des Pays du Golfe puis de l'URSS[13] à partir de 1968 et enfin de l'Irak à la fin des années 1970. En parallèle, tous les Palestiniens fonctionnaires des gouvernements arabo-musulmans, ainsi que les membres de la diaspora, sont tenus de lui verser 5% de leurs revenus.

Les fortes tensions avec les Etats arabes obligent l'OLP à déménager à Amman (Jordanie), puis au Liban en juillet 1971 après que ses troupes soient décimées, lors du Septembre Noir, par les Hachémites jordaniens, aidés par la Syrie. La cause : Arafat aurait attaqué un village jordanien afin d'empêcher Amman de signer la paix avec Tel-Aviv. Plus pour exister face aux Etats arabes, l'OLP organise la prise d'otages de Munich en septembre 1972, avec son nouveau groupe armée *Septembre Noir*. L'opération est si contestée au sein du Fatah qu'elle exacerbe encore les tensions internes.

L'autoritarisme, la cruauté (torture et assassinat d'opposants) et la vénalité d'Arafat sont des griefs qui le poursuivront toute sa vie. On l'accuse également de duplicité, de collusion avec les Soviétiques et les Américains et d'ambitions personnelles. Arafat déplore de son côté que certains éléments de la galaxie palestinienne prennent des initiatives armées, préjudiciables à une reconnaissance internationale de la cause. Toutefois, à l'époque, l'OLP rassemble tant bien que mal le Front Populaire de la Libération de la Palestine (groupe marxiste fondé en 1967 par Georges Habache et Ahmed Jibril avec les brigades Ali Moustapha), le FLA arabe (proche de Bagdad), *l'Union générale des étudiants palestiniens* (dont Arafat fut le président en Egypte), le FPLP-CG (proche de Téhéran[14] et de Damas) et le FLP (proche de Damas).

Vers la reconnaissance Internationale et le prix Nobel de la Paix

Grâce aux manœuvres de l'URSS notamment, l'OLP obtient la reconnaissance internationale par la voie diplomatique en modérant dans un premier temps, sans les cesser, les actes terroristes. L'OLP est reconnue à l'ONU le 14 mai 1974. Yasser Arafat déclare devant les caméras: *«Je viens de créer un pays et un peuple qui jusque-là n'existait pas»*. La Première ministre israélienne Golda Meir n'aurait pas mieux dit *«Palestiniens, ça n'existent pas»*. Le 21 octobre à Beyrouth, le ministre des Affaires étrangères Jean Sauvagnargues, le reçoit afin de renforcer la crédibilité de la politique arabe de la France. Le 22 novembre, l'OLP est admise comme membre observateur à condition d'un renoncement au terrorisme faisant d'Arafat le premier représentant d'une ONG à participer à une session plénière de l'Assemblée générale, ce qui conduit la Ligue Arabe à intégrer l'OLP le 16 octobre 1976. Arafat devient en plus une des icônes du tiers-monde, de Moscou à Cuba.

La montée en puissance d'un mouvement oscillant entre le bloc soviétique et le bloc de l'ouest, soucieux de préserver son autonomie face à la Ligue Arabe, elle-même divisée sur la question palestinienne, rend l'OLP encombrante. Aussi, les Libanais ne voient pas forcément d'un mauvais œil l'invasion israélienne, destinée à détruire les camps palestiniens. Après des combats acharnés contre Israël et différentes factions, l'OLP s'expatrie à Tunis en 1982. En 1983, des forces résiduelles sont battues lors de la bataille de Tripoli par les Syriens et des séditieux palestiniens. Certes, la Tunisie lui offre l'asile, sous pression des Etats-Unis (afin que l'OLP s'éloigne de l'URSS), mais à partir de 1987, Ben Ali, pour donner le change aux Israéliens, leur fournit certains renseignements. Bourguiba avait fait de même pour aider la chasse israélienne à détruire le siège de l'OLP en 1985 et supprimer Abou Jihad en 1988, collaborateur d'Arafat[15]. En pleine Intifada, et pour contrer le Hamas, l'OLP proclame l'Etat Palestinien sur les frontières de la résolution 181 de l'ONU de 1947. Pour se venger de Damas et de Téhéran, Arafat consolide ses liens avec Bagdad, ce qui lui fait dire en 1989: *«J'ai donc deux Khomeiny en face de moi: le vrai et celui d'Israël»*[16]. Le 13 décembre 1988, une nouvelle condamnation du terrorisme ouvre officiellement à Arafat les portes de la diplomatie américaine. Le 15 décembre, Arafat appelle au Parlement de Strasbourg à la « paix des braves », et renonce à l'activisme armé sous toutes ses formes. Le 26 mars 1989, il se proclame unilatéralement chef de « l'Etat palestinien ». Le 2 mai 1989, en visite officielle à Paris, Arafat déclare « caduque » l'article de la charte de l'OLP affirmant que *« la lutte armée est la seule voie pour la libération de la Palestine »*. C'est la condition qu'avait mise Mitterrand pour accepter de rencontrer le leader de l'OLP. Mais le renard multiplie les doubles discours: *« l'Etat Palestinien est à portée d'un jet de pierre »*[17]; *« Je suis venu ici en tenant d'une main le rameau d'olivier et de l'autre mon fusil de révolutionnaire. Ne laissez pas le rameau d'olivier tomber de ma main »*[18]. Israël n'est pas dupe de la tactique de l'OLP qui consiste à déléguer ses attentats à des organisations corollaires.

La chute de l'URSS et de l'Irak en 1991 entraîne l'arrêt brutal des livraisons d'armes et de transferts de fonds. Pire, l'émigration des juifs soviétiques vers Israël renverse le déséquilibre progressif entre arabes et juifs en Israël. La « bataille de l'utérus »[19] est en passe d'être perdue. Condamné pour son soutien à Saddam Hussein, Arafat n'a d'autres choix que de demander l'aide de Kadhafi en 1992. La même année, l'avion qui le ramène à Khartoum opère un atterrissage forcé, le laissant blessé. Affaibli, le leader est contraint de faire amende honorable. L'OLP reconquiert la communauté internationale pendant les conférences de Madrid et de Barcelone (1991 et 1995) et d'Oslo entre 1993 et 1995. Encore une fois, l'OLP renonce au terrorisme et l'Etat hébreu est reconnu à part entière. En conséquence, Arafat et Rabin obtiennent en 1994 le prix Nobel d'une paix qui ne sera jamais effective. Rabin est tué en novembre 1995 par un juif extrémiste tandis que des Palestiniens jurent d'abattre le traître Arafat, Israël tue le leader Yahia Ayache le même mois. Mais en janvier 1996, Arafat devient le premier président de l'Autorité Palestinienne, un titre qui ravive les tensions en

Palestine, car il bat sa rivale Samiha Khalil. La communauté internationale ne conteste pas un scrutin pourtant peu démocratique car Arafat est leur est utile. Au sommet de sa gloire, le prince impose à la Palestine des fonctionnaires issus de l'OLP et pratique la corruption. La secrétaire d'Etat américaine Madeleine Albright explique: « *Malgré ses talents de manipulateur [...], il était la seule personne ayant le pouvoir de négocier au nom du peuple palestinien. [...] Très vite, il parut évident qu'Arafat n'était pas très doué pour ce genre de travail. Son style autocratique ne permettait guère à la démocratie de se développer. [...] Depuis les accords d'Oslo, le revenu moyen n'avait cessé de chuter et le taux de chômage de grimper. [...] Arafat préférerait que les extrémistes tournent leur colère contre Israël plutôt que contre lui* »[20].

L'isolement de la cause palestinienne

Avec les échecs successifs des plans de paix et la montée des ressentiments, la communauté internationale et de nombreux Palestiniens se lassent. Arafat accepte alors, sous pression des Etats-Unis et d'Israël, la nomination d'un Premier ministre, Mahmoud Abbas (Abou Mazen) et d'un ministre de la police, Mohammed Dahlan, notoirement lié à la CIA. Arafat parvient seulement à immiscer entre eux et sa personne une charge de Conseiller national de sécurité qu'il confie à son protégé Rajoub. Aussi, Dahlan démissionne et Abbas laisse sa place à Ahmed Qorei en accusant Arafat de ne laisser aucun pouvoir au Premier ministre.

A partir de 2000 la Palestine est frappée d'une série de revers avec l'échec des Accords de Taba en 2001, la construction de la barrière de sécurité, le triomphe du Hezbollah devant le retrait israélien au Liban et le 11 septembre. L'élection de Sharon en Israël complète 2001, *l'annus horribilis*. La seconde *Intifada*, commencée en 2000, achève de diviser la Palestine. En mars 2001, Imad Falouji, ministre palestinien de la communication, avoue: « *Ce serait une erreur de croire que la raison de l'irruption de l'Intifada était la visite de Sharon sur l'Esplanade des Mosquées... cela a été planifié depuis le retour d'Arafat de Camp David (juillet 2000), où il a refusé les propositions de Clinton* »[21]. Mais Sharon ne lui a certainement pas facilité la tâche. Arafat vieillissant, laisse progressivement sa place, dans le culte iconique, à Ben Laden, Zacharias Moussaoui, Abu Moussa Al-Zarquawi, et Hassan Nasrallah. Le président se met à craindre pour sa vie, plus que de coutume. En 2002, depuis Ramallah, dans une lettre adressée au Forum de Crans Montana en Suisse, il accuse Israël d'utiliser, en plus « d'armes mortelles », de gaz empoisonnés et des munitions à Uranium appauvri contre des manifestants palestiniens[22]. Le 1^{er} mars 2003, encerclé à la Muqata, il confesse par satellite, au sommet de Charm-el-cheikh, que Tsaahal « *est équipée d'armes américaines, incluant des armes bannies par la communauté internationale, des gaz empoisonnés et de l'uranium appauvri* »[23].

En novembre 2004, lorsqu'il décède, le chef de l'Autorité Palestinienne, toujours symbole de la résistance aux yeux de beaucoup de Palestiniens, laisse une situation plus que jamais préoccupante. La mort d'Arafat signifie un retour de l'alliance entre le Fatah et la CIA selon le principe: « *il vaut mieux manger à la table du Diable, pour connaître les intentions du diable* »[24]. L'élection de Mahmoud Abbas à la tête du Fatah est très diversement partagée, surtout par son rival Mohammed Dahlan, responsable de la sécurité au Fatah[25].

1.2 Les rapports ambigus d'Arafat avec les Etats-Unis et Israël

Le parcours d'Arafat explique le soutien qu'il obtient des quelques Etats arabes soucieux de nuire à d'autres membres de la Ligue Arabe. Les Etats-Unis et Israël vont également se servir de cette configuration sur l'échiquier moyen-oriental, par cet intermédiaire.

De bons rapports avec les Etats-Unis

Les Etats-Unis aident l'OLP au gré des circonstances, notamment comme moyen de pression sur Israël et combattre les mouvements palestiniens véritablement prosoviétiques. Ainsi, en 1974, l'officier de la CIA Robert Ames et Hassan Salameh, leader du Septembre noir, entretiennent des rapports secrets. L'OLP s'engage à prévenir les Etats-Unis d'attaques terroristes contre leurs intérêts. Ces rapports sont doublés d'aides financières, qui permettent par exemple de construire à Gaza *l'American School*. En 1976, Salameh, dit le « prince rouge » (il épousera *Miss Univers*, une américaine), se rend aux Etats-Unis à l'invitation de Bush, patron de la CIA, afin de recueillir des renseignements destinés à protéger Arafat de complots étrangers. Le président Carter reconduit cet accord tacite[26]. En 1979, Salameh victime d'un attentat, meurt à l'hôpital américain au Liban. Israël voulait obliger les Etats-Unis à rompre avec l'OLP. Mais le secrétaire d'Etat américain Shultz, promet que les Américains

continueront à protéger les camps palestiniens, lors de l'entrée d'Israël au Liban. Lorsque l'OLP s'exile à Tunis en 1982, les convois sont protégés par la France et la VIème flotte américaine. L'URSS, déçu de ce coup de Jarnac, refuse de s'y associer. Peut-être en conséquence, Robert Ames est tué dans l'attentat de Beyrouth de 1983.

Certes, pendant la guerre du Golfe, l'OLP soutient l'Irak et appelle même, le 15 janvier 1991, à frapper les intérêts américains et britanniques partout dans le monde. Mais il ne s'agit que de communication politique. La défaite de l'Irak conduit rapidement Arafat à quémander le pardon américain. Washington accepte bien volontiers à condition qu'il devienne le fer de lance d'une nouvelle donne américaine au Proche-Orient face à l'intransigeance israélienne. Cela explique pourquoi les Etats-Unis font pression pour qu'Arafat obtienne le Nobel et soit reçu comme un chef d'Etat dans les différentes chancelleries. De son côté, Jibril Rajoub, chef de la *Force 17*, la garde prétorienne d'Arafat, se charge de protéger les accords Oslo et les intérêts américains en luttant contre des partis Palestiniens hostiles au processus de paix (par le biais « d'intimidations »). En 1993, Clinton verse 10 millions de dollars à la *Force 17* pour que celle-ci traque les terroristes pour le compte de la CIA. La *Delta Force* entraîne une cinquantaine de Palestiniens de l'OLP (qui se font passer pour des Jordaniens sur le conseil des Américains) à Fort Bragg. La CIA délègue des agents pour collaborer ouvertement Arafat. De 1997 à 1999, Rajoub rend visite à Georges Tenet[27]. Les rapports, qui toutefois ne sont jamais franchement cordiaux, se détériorent à la fin du second mandat de Clinton, excédé du comportement autocratique du leader. L'élection de Georges W Bush les détériorent encore, lorsque le fils de l'ex patron de la CIA déclare, après le 11 septembre 2001 : « aucune distinction entre les terroristes qui ont perpétré ces actes et ceux qui les hébergent »[28]. Pourtant, Arafat se désolidarise immédiatement des terroristes d'Al Qaida (il dira aux journalistes « *i'm completly choked* »), avec qui il n'a rien à voir, et donne son sang aux victimes devant les caméras.

Arafat: Un philosémite antisioniste

Arafat n'a jamais été antisémite, mais seulement antisioniste. Il fréquente dans sa jeunesse les juifs caiotes du club sportif des Macchabées, afin dit-il d'étudier la mentalité de l'ennemi. Il compulse les travaux des sionistes Theodor Herzl et Vladimir Jabotinsky, dont il reprend certains principes qu'il adaptera plus tard pour la Palestine. Au milieu des années 1980, Arafat explique à Mitterrand: « *Les juifs sont nos cousins. Nous avons été chassés ensemble d'Espagne et d'Andalousie. Plusieurs de nos dirigeants sont considérés comme juifs par les juifs. [...] Khomeyni a lancé une menace contre moi, le traître, parce que j'accepte de construire un Etat palestinien seulement sur une partie de la Palestine* »[29]. En effet, le rabbin Moshé Hirsch, mort en 2010, sera ministre d'Arafat en 1995, et connu pour être le gendre du fondateur du *Neturei Karta* (un groupe qui soutiendra Dieudonné), Katzenel Bogen[30]. Un autre juif, Karl Kahane est « l'éminence grise [...] de Sadate et d'Arafat »[31]. Certes, l'OLP commet des attentats terroristes contre les intérêts israéliens, n'hésitant pas à tuer des civils comme à *Kiriath Shmona* et à Tel-Aviv. La lutte est d'ailleurs permanente entre l'OLP et Israël, dont le point d'orgue sera les conflits libanais et cisjordanais. En 1985, après le raid de l'aviation israélienne contre le quartier général de l'OLP, les attentats contre les intérêts israéliens se multiplient même si l'OLP promet de renoncer au terrorisme, sur le principe. En 1986, Israël interdit aux Israéliens de fréquenter l'OLP et accompagne la fondation de l'ennemi juré d'Arafat, le Hamas, la même année que la naissance de la première Intifada. Mais ceci est de la politique, par d'autres moyens...

D'ailleurs, les relations entre Arafat et les partis israéliens sont à géométrie variable. Arafat se méfie des travaillistes dans ses tentatives d'instaurer une paix qui lui enlèverait de son utilité politique. En 1993, Abou Amar est autorisé par Shimon Pérès à rentrer en Palestine pour organiser l'embryon de l'Autorité Palestinienne. Le parti travailliste israélien et les démocrates américains y trouvent leur compte afin de gagner les élections en communiquant sur la réussite du processus de paix. Madeleine Albright confesse : « *Arafat avait d'abord accueilli favorablement l'élection de Barak. [...] et prétendait y avoir contribué, mais son enthousiasme s'étaient rapidement éteint. Il avait exploité le discours abrupt et la politique de droite de Netanyahou pour rallier les sympathies à la cause palestinienne. Barak, par la hardiesse de ses positions et sa quête passionnée de la paix, menaçait d'ébranler le statut de victime professionnelle d'Arafat. Barak avait également volé la vedette au leader palestinien en négociant avec la Syrie. [...] Le Hezbollah, qui avait choisi l'affrontement armé, avait réussi à récupérer des terres. [...] Les Israéliens envoient précisément le mauvais message : le Hamas avait raison et la ligne dure était le seul moyen de libérer le territoire arabe* »[32]. Le

journaliste français Charles Enderlin va dans ce sens : « Arafat, qui lui-même vient de là, c'est un religieux, il a été Frère Musulman et a combattu à Gaza en 1948, ne comprend pas au début et ne veut pas rompre avec le Hamas. Ce n'est qu'en 1996, après les attentats sanglants de Jérusalem et Tel-Aviv, qui vont casser la gauche israélienne et amener Netanyahou au pouvoir, que l'AP lancera une véritable campagne contre les terroristes et opérera une véritable collaboration avec les services israéliens»[33].

Cela explique qu'Arafat souhaite toujours avoir en face de lui une droite plus extrémiste, qui ferait de lui un martyr. De son côté, le Likoud favorise aussi le Hamas lequel n'a cessé de saboter les plans de paix en perpétrant des attentats. En 1996, le Likoud l'emporte lorsque le Fatah renonce à la reconnaissance d'Israël. Israël continue à affaiblir le Fatah en libérant le cheikh Yassin en 1997, farouche ennemi d'Arafat. Arafat reprochera à Netanyahou d'avoir fait exprès de le libérer pour le nuire. En représailles, Arafat négocie avec les travaillistes israéliens mais ne profite pas des circonstances plus favorables pour installer la paix. L'élection de Sharon[34] cristallise la seconde Intifada. Le vieux général n'est pas avare de formules expéditives. « J'ai vécu avec des Arabes toute ma vie. J'ai des problèmes avec leurs dirigeants, ou du moins avec certains d'entre eux qui sont des assassins. C'est une erreur de traiter avec eux »[35]. Sharon refuse de serrer la main à Arafat[36] en expliquant aux Américains: « A chacun son Ben Laden, le nôtre, c'est Arafat »[37]. Selon le JINSA[38], le général israélien projette de se débarrasser d'Arafat, désormais inutile au Likoud. Le 3 décembre 2001, Israël réplique à des attentats palestiniens en profitant de l'effet 11 septembre. En mars 2002, lors de l'opération *Rempart* en Cisjordanie, Tsahal assiège le palais présidentiel de Ramallah puis assigne à résidence Arafat dans ce qui reste de sa résidence (deux pièces), après que l'ONU brandisse la *résolution 1435*. Israël et les Etats-Unis demandent comme préalable de la reprise des négociations de paix le départ définitif d'Arafat de la Palestine.

Mais Arafat n'est pas seulement l'ennemi d'Israël, mais aussi pour les Etats arabes et pour les autres activistes palestiniens. Rappelons que le sort des Palestiniens dans les pays arabes reste peu enviable en raison de multiples discriminations. De ces rivalités, Arafat en retire des armes, beaucoup d'argent et de l'influence. En conséquence, il s'attire beaucoup d'ennemis, qui sont autant de pistes potentielles pour identifier le ou les coupables de son éventuel assassinat.

II. Une mort, plusieurs coupables

Abordons maintenant les circonstances de la mort du raïs. Arafat serait mort naturellement de complications liées à son âge, son environnement et ses habitudes disent les adversaires des théories complotistes. Décéder à 75 ans, après des années d'une vie très mouvementée, n'est pas anormal. Néanmoins, la rapide agonie du vieux soldat suscite de nombreux questionnements, d'autant que de nouvelles informations paraissent dans la presse. Encore convient-il de les analyser pour en mesurer la pertinence.

II. A Le malade de Ramallah, le cadavre de Paris

Une mort rapide

Tout commence le 28 septembre 2004, lorsque le journaliste du *Monde Diplomatique* et ami d'Arafat, Kapeliouk indique que le leader palestinien est déjà affaibli par les épreuves des années passées. Le 12 octobre 2004, à Ramallah, quatre heures après un dîner, Arafat commence à souffrir de vomissements et de diarrhées. Ses médecins diagnostiquent une grippe intestinale, qu'ils ne parviennent pourtant pas à soigner. Premier paradoxe. Le 21 octobre, les examens sanguins révèlent que le nombre de plaquettes est très bas, mais le taux des leucocytes est stable. Le 27, Arafat perd connaissance pendant un quart d'heure. L'ex-ministre de la culture Yasser Abed Rabbo, admet à la presse que « son état est très grave ». Mais aucun examen ne permet d'identifier une quelconque substance létale. Comme la Cisjordanie ne dispose d'aucunes infrastructures médicales modernes, les proches d'Arafat décident, le 29, de l'expatrier vers l'hôpital militaire Percy de Clamart à Paris, via l'aéroport international d'Amman. L'établissement n'est pas choisi par hasard car il est spécialisé dans le traitement des empoisonnements. De plus, c'est un hôpital militaire protégé par la France, et les

médecins ont l'habitude du langage diplomatique. De plus, Arafat connaît bien le lieu pour y avoir été soigné plusieurs fois dans sa vie.

Les médecins français font état d'«une inflammation de la partie basse du tube digestif («entérocolite inflammatoire»), de troubles de la moelle osseuse («hémophagocytose médullaire») et d'une «coagulation vasculaire disséminée sévère», c'est-à-dire d'un bouleversement complet de l'ensemble des mécanismes assurant l'équilibre des processus physiologiques de coagulation sanguine. Une telle concentration de maux est suspecte. Malgré la qualité de l'équipe médicale, Arafat tombe dans le coma le 3 novembre. Entre le 4 et le 11 novembre, la France, Israël, l'Autorité Palestinienne et les Etats-Unis enchaînent les communiqués contradictoires sur une mort annoncée puis démentie. Nous sommes alors en plein ramadan, pendant la seconde *Intifada*, après les attentats de Madrid. On se bat en Irak, à Gaza, en Cisjordanie et en Afghanistan. Le Fatah et le Hamas se déchirent. Aussi, l'annonce doit être pesée, circonstanciée et le silence conservé. Le 11 novembre, à 3h30, Arafat n'est officiellement plus. Abou Ammar reçoit les honneurs militaires à Paris tandis que des associations juives et israéliennes dénoncent ce traitement de faveur de la part d'un pays qui a refusé de s'engager dans la Guerre d'Irak. Une cérémonie religieuse a lieu au Caire. Pour éviter d'alimenter l'*Intifada*, Israël refuse que le leader repose à Jérusalem. Le 12, Arafat est enterré à Ramallah dans un mausolée devenu musée.

Un rapport médical, plusieurs rumeurs

Les différentes causes avancées pour expliquer cette étrange mort sont l'empoisonnement au polonium ou au champignon, mais le sida ou la cirrhose sont aussi cités. Les deux premières causes impliquent une méthode et son tueur, les deux dernières s'attaquent aux mœurs de la victime. L'argument selon lequel les experts médicaux français auraient avancé qu'Arafat serait mort de cirrhose ou du sida[39] relève de spéculations de chroniqueurs. Le docteur Patrice Mangin de Lausanne et le médecin tunisien Tawfik Shaban, qui appartiennent à la commission internationale réfutent de pareilles informations. L'hypothèse de la grippe intestinale est initialement retenue. Mais Kapeliouk note avec acuité que qu' «aucun médecin français, palestinien, égyptien, tunisien ni jordanien n'a affirmé avoir découvert une trace d'infection lors des examens. En outre, si telle avait été la cause de sa maladie, Arafat aurait pu y faire face avec l'aide d'antibiotiques»[40].

Dès janvier 2005, Israël exploite l'argument de la cirrhose[41], une explication farfelue pourtant reprise par le *Canard Enchaîné*[42], afin de sous-entendre lourdement qu'Arafat était alcoolique, donc un mécréant au regard de l'islam. Mais ceux qui le connaissent insiste sur sa vie d'ascète. Arafat ne buvait pas et mangeait très peu. La piste du sida, présente dans une certaine presse israélienne et communautariste juive[43], n'a été démentie qu'il a quelques années. Au départ, il s'agissait d'accuser Abou Ammar d'être homosexuel ou de fréquenter des femmes de petite vertu. Rappelons que l'homosexualité est un crime dans la plupart des pays de la Ligue Arabe, parfois sanctionnée de la peine de mort. Mais la thèse est retournée à l'envoyeur par les complotistes[44], sur l'idée que le Sida serait une maladie fabriquée *ex-nihilo* par Israël pour justement tuer ses ennemis en salissant leurs honneurs. Ainsi, *Al Manar*, le 5 juillet 2007, rapporte les propos du fameux Jibril, qui lui-même aurait entendu de Mahmoud Abbas que les services secrets français lui aurait donné le dossier médical attestant que le sida aurait été inoculé Israël[45]. Voilà pourquoi cette explication est peu à peu abandonnée par ceux qui la propageaient jusqu'à présent.

De son côté, le site d'information *Slate* soutient la piste d'un empoisonnement par amanite phalloïde oucortinaire des montagnes, qu'Arafat aurait ingéré le soir du 12 octobre 2004. Le champignon étant très reconnaissable et très rare en Palestine, la piste est peu suivie, d'autant que le chef de l'OLP faisait surveiller sa nourriture par sa sécurité, à moins que sa garde ait ourdit un complot contre lui. Toutefois, *Slate* précise curieusement, comme une sorte d'aveu calculé, que ces champignons sont étudiés «notamment dans le centre de Nes Ziona»[46]. Or, pour les quelques rares spécialistes des armes non-conventionnelles israéliennes, Ness-Ziona est célèbre pour abriter l'IIBR (*Israel Institut of Biological Resaerch*) un institut militaire sollicité notamment pour avoir fourni le poison et l'antidote durant la tentative d'assassinat de Khaled Michal (épisode reconnu par Madeleine Albright), ce que *Slate* et les journaux reprenant l'information ne rappellent pas, par manque de rigueur journalistique. L'IIBR est également le centre du programme d'armes biochimiques de l'Etat hébreu.

L'empoisonnement au polonium[47] reste la cause la plus privilégiée. Les symptômes d'une attaque au polonium sont un jaunissement de la peau, une leucémie, une perte de cheveux, des saignements de nez, une moelle épinière endommagée et des éruptions cutanées. Mais rien n'apparaît

comme tel dans le dossier. Pour expliquer la non détection du polonium en 2004 par les français, il est possible que le corps et/ou les habits du raïs, gardés à Ramallah par le Fatah, ait été irradié au Polonium peu avant l'enquête, pour accuser Israël. *L'Institute for Radiation Physics* de Lausanne remarque pour sa part de fortes concentrations radioactives contenues dans les habits du leader palestinien laissés à l'hôpital Percy[48]. La méthode comporte plusieurs avantages pour les commanditaires. D'une part, des doses infinitésimales sont fatales (5000 fois plus radioactifs que le radium), il est facile à dissimuler et à transporter car sa radioactivité est difficilement repérable par les scanners. Ensuite, il permet de signer discrètement le crime car seules quelques puissances nucléaires en possèdent. La Russie dispose des plus grandes réserves et en produit 85 grammes par an sur les 100 grammes pour le reste du monde. En revanche, en raison de sa toxicité, le polonium peut tuer le porteur de l'échantillon, voir l'entourage de la victime. Or les cas similaires dans l'entourage d'Arafat sont inexistant pour l'instant. D'autre part, les effets du produit sont certes flagrants mais les puissances nucléaires peuvent en fournir à des assassins étrangers. Enfin, le polonium est naturellement présent dans la nature, sa demi-vie est de 138 jours ce qui complique les enquêtes. La quantité restante dans le corps d'Arafat, depuis novembre 2004 est évaluée à deux millièmes de la dose d'origine. En tout état de cause, Israël, seule puissance nucléaire de la région, est toute désignée (d'autres Etats entretiennent des programmes avancés, comme la Syrie). Néanmoins, il est aussi possible qu'Arafat ait été intoxiqué par les munitions à uranium appauvri employées par Tsahal lors des combats en Cisjordanie. Mais pourquoi avoir pris le risque d'employer cette substance radioactive dénonciatrice de l'arme nucléaire israélienne? Et pourquoi l'entourage d'Arafat n'a pas été empoisonné alors qu'il vivait dans le même environnement.

Il semble donc que la recherche spécifique de polonium-210 (un élément radioactif d'une autre catégorie) n'a pas été effectuée initialement. A-t-on voulu cacher les mœurs dissolues d'Arafat par cet expédient? Pourquoi les résultats obtenus par l'Institut de radio-physique de Lausanne étaient en contradiction avec les examens? Et que viennent faire les experts russes dans la dernière autopsie commandée. Certes, Alexandre Litvinenko a été empoisonné de cette manière. Mais la chose reste étrange. D'autres assassinats similaires sont mystérieux. Le 3 octobre 2012, du cadmium, d'américium et du polonium sont trouvés sur le corps de Turgut Özal, ancien président turc, officiellement mort d'une crise cardiaque en 1993[49].

II.B qui profiterait le crime? Faire parler un mort

La carrière politique d'Arafat s'est bâtie sur les trahisons et les rivalités. Cela explique qu'en dehors d'Israël, beaucoup avait intérêt à la mort du premier raïs palestinien.

Israël, une piste crédible mais trop évidente

Deux variables s'entrechoquent sur cette question, d'une part, les emplois avérés de l'arme biochimique par Israël, et le mythe du juif empoisonneur[50], variables confortables pour certains Palestiniens et fréquentes dans les discours politiques et la presse du monde arabe

L'OLP le Hamas, et d'autres groupes activistes pro-palestiniens [51] s'accordent sur le premier coupable plausible : Israël. Arafat, de son vivant même, prévoit à plusieurs reprises un tel scénario, comme en 1990: « *Je dois faire la paix avec Shamir, avec Sharon qui a demandé à dix reprises au Mossad de me faire la peau. [...] La Syrie, elle ne veut ni le Liban, ni la Jordanie, ni Israël. Pour Assad, la Palestine, c'est le sud de la Syrie. Je lui ai riposté une fois : 'Non ! La Syrie, c'est le nord de la Palestine'* »[52]. Sharon lui-même ne fait pas mystère de ses intentions. « *Arafat est le problème, pas la solution* »[53] dit-il en 2001; « *Tout comme nous avons agi contre ces assassins, nous agirons contre Arafat* »[54] précise-t-il encore en janvier 2002 avant de compléter en 2 avril 2004 : « *Je ne proposerais à aucune compagnie d'assurance de l'assurer sur la vie* » et enfin « *Quiconque tue un juif ou frappe un citoyen israélien ou envoie quelqu'un tuer des juifs est un homme dont le sang retombera sur sa tête. [...] Le président Bush a fait observer qu'il est peut-être préférable de laisser le sort d'Arafat entre les mains du Tout-Puissant, à quoi Sharon a répondu que parfois il fallait aider le Tout-Puissant* »[55]. Plusieurs experts y croient, comme le français Georges Malbrunot d'après un entretien avec la DGSE[56] et comme l'israélien Aaron J Klein[57]. Le fait que la cause du décès soit inconnue et que le Mossad aurait employé un poison militaire ne laissant soit aucune trace, entretient l'hypothèse.

Tel-Aviv n'a que l'embarras du choix dans les mobiles. Arafat est un terroriste aspirant de surcroît à l'indépendance des Territoires Occupés. Il s'oppose aux colonies, dénonce les armes

biochimiques et nucléaires de son adversaire. Mais plus que tout, il connaît trop de choses sur les relations ambiguës entre les différents acteurs de ce conflit. Aussi, Sharon aurait profité de son arrivée au pouvoir pour régler un compte personnel avec son ennemi, depuis que le général avait « raté » Arafat lors du siège de Beyrouth, en 1982[58]. Mais pourquoi avoir attendu si longtemps pour l'éliminer, surtout que sa notoriété déclinait dans le cœur des Palestiniens? Qu'il soit ou non coupable, il est certain qu'Israël se réjouit de sa mort. Mais en octobre 2004, Tel-Aviv force Arafat à quitter Ramallah pour se faire soigner à l'étranger, réussissant ainsi à l'éloigner, et cela sans la force. Le 23 octobre, Israël laisse entrer des médecins tunisiens, lesquels s'entendent sur une forte grippe. Le 25 octobre, Israël autorise le départ d'Arafat pour Paris sans garantir son retour, information contestée dès 2005 par Kapeliouk qui précise même que Sharon et son directeur de cabinet Dov Weissglas, acceptent également son retour et mieux, propose le bénéfice de médecins israéliens à Paris, ce qui est peu crédible pour des raisons politiques.

Le Hamas, le Fatah ou Suha Arafat

Le Hamas reste le premier bénéficiaire du décès d'Arafat, dont le charisme était supérieur à celui d'Abbas. En 2005, son ascension, surtout à Gaza, s'effectue au détriment du Fatah. Sa culpabilité est donc crédible. Mais ses dirigeants accusent Israël et des séditeux du Fatah d'en être à l'origine, afin d'éloigner les Palestiniens du Fatah et ainsi récupérer la mise. Certes, l'idée d'un complot interne au Fatah est pertinente, dans la mesure ou le mouvement, dans sa longue histoire, se scinde plusieurs fois entre pro-syrien, pro jordanien, pro irakien ou pro égyptien, mais aussi entre les partisans des accords d'Oslo et ceux qui le refuse. Le Fatah se serait débarrassé d'Arafat, à cause de son autoritarisme et de sa corruption, mais aussi en raison d'une future purge qu'il souhaitait organiser. Arafat aurait détourné entre 300 millions et un milliards de dollars entre 1994 et 2001. L'Union Européenne, sa principale donatrice, n'a jamais demandé la moindre enquête approfondie sur l'argent géré par le trésorier Mohamed Rachid, pour le compte du Fatah. Ainsi, les suspicions se portent sur Abbas (soutenu par Israël et les Etats-Unis) lequel succède immédiatement à Arafat le 9 janvier 2005 comme président, au dépend de son rival Marouane Barghouti (soutenu par la France). Farouk Khadoumi devient chef du Fatah, mais Qoreï reste chef du gouvernement. Des opposants du Fatah auraient alors demandé à Israël de lui fournir un poison. Sur la base d'archives personnelles du ministre Mohamed Dahlan, exhumés par le Hamas, Arafat n'aurait pas été assassiné directement par Israël, mais par des opposants palestiniens au premier rang desquels se trouvaient Mahmoud Abbas et Mohammed Dahlan. Israël n'aurait fourni que la matière première, le Polonium. L'argument est défendu par Thierry Meyssan[59] et *Al-Jazeera*[60], qui cite un document du 12 juillet 2009 de [Farouk Kaddoumi](#), cofondateur et dissident du Fatah. L'annonce provoque un tel malaise que la chaîne est interdite momentanément en Palestine[61].

Maintenant, comment expliquer que Suha Arafat ait attendu 2012 pour demander une autopsie approfondie de son mari, et comment comprendre son opposition à la présence d'experts russes dans la commission d'enquête. Il existe une idée reçue selon laquelle « les médecins français refusèrent de publier les résultats des examens toxicologiques pratiqués »[62] Galloway, cité *supra*, prétend que les échantillons d'urines, de sang et les effets d'Arafat ont été détruits par les Français, vraisemblablement pour éviter toute enquête. Or le rapport médical est déjà commenté par la presse mondiale dès 2005[63]. En réalité, Arafat a bien été autopsié, et le rapport envoyé à la veuve ainsi qu'à Nasser Al-Qidoua, neveu d'Arafat et représentant de la Palestine auprès des Nations Unies et probablement à son médecin personnel le jordanien Ashraf Al-Kourdi, tous convaincus du complot israélien[64]. Mais ni l'un ni l'autre ne rendent public le rapport. Pourquoi.

Intéressons-nous donc à la famille d'Arafat. Le Président de l'Autorité Palestinienne place les membres de sa famille à des postes stratégiques. Leïla Shahid, sa cousine, est représentante de l'Autorité Palestinienne en France. Son neveu Nasser al-Qidwa est président de la *Fondation Yasser Arafat*. Son frère Fathi, est président du Croissant Rouge palestinien. Suha Tawill, celle qui conteste les rapports d'autopsie, est une chrétienne. Elle est âgée de 27 ans lorsqu'Arafat 59 ans, l'épouse le 17 juillet 1990 à Tunis. L'Union est secrète, en raison de l'hostilité de l'entourage d'Arafat. La relation est en fait rendue publique rapidement, afin d'attirer la sympathie des chrétiens du monde entier, mais surtout des chrétiens d'Orient, dont le pourcentage en Syrie, en Palestine, au Liban, en Egypte et en Irak n'est pas négligeable. Arafat souhaite également convaincre le pape du bien-fondé de son combat. Le 24 juillet 1995, à Paris, une fille naît de cette union, Zahwa (elle habite maintenant avec sa mère à Malte). Elle sera plusieurs fois annoncée comme future haute-fonctionnaire de l'AP. Suha oscille entre

une attitude réservée et un comportement guidé par la passion et l'intérêt. Le 11 novembre 1999, Suha dénonce à Ramallah le fait que Washington subventionne l'achat de gaz neurotoxiques par Israël[65]. Elle ajoute « 80% des ressources en eau de Cisjordanie sont contaminés par des produits chimiques provenant d'Israël ». Elle s'en plaint à la presse britannique : « il est important de préciser les dommages sévères causés par les utilisations intensives et quotidiennes de 'gaz empoisonné' par les forces israéliennes, depuis des années, augmentant les causes de cancers chez les femmes et les enfants. Les eaux sont contaminées par des produits interdits dans le monde ». En parallèle, elle s'intègre à la jet-set mondial jusqu'à faire la une bien malgré elle. En octobre 2003, elle est interrogée par la police française dans le cadre d'une affaire de blanchiment d'argent[66]. Fin novembre 2004, elle accepte dix millions de dollars et une pension de cent mille dollars par an (certains disent par mois) pour se faire oublier et ne pas participer à la politique palestinienne. Aujourd'hui elle vit sans protection policière, ce qui explique qu'elle ait quitté la Palestine avant 2004, craignant pour sa vie. Dès lors, Suha avait intérêt-elle intérêt à tuer son mari, pour hériter, ou pour faire en sorte que sa fille lui succède? Mais pourquoi refuser l'autopsie et les Russes[67]. Serait-elle au courant de maladies honteuses, telles la cirrhose (qui n'implique pas forcément l'alcoolisme). La veuve explique que la Russie n'est plus alliée de la cause palestinienne, et que la décision d'Abbas d'inhumér Arafat s'est faite sans elle. Mais il est aussi possible que l'expertise russe soit la seule à déterminer l'identité des vrais coupables, dont Suha pourraient être complice. Il est enfin possible que Suha, ayant tout de même voulu que l'enquête soit relancée, souhaite exercer un chantage sur le Fatah, le seul coupable à ses yeux, afin de lui extorquer des «compensations»[68].

Conclusion

Quelques thèses alternatives demeurent: Israël ne dément un possible empoisonnement pour dissuader d'autres activistes. Pour semer le trouble[69], Israël accuse également soit le Fatah, soit le Hamas; le Hamas souhaite accuser le Fatah et Israël; le Fatah fait de même pour Israël et le Hamas ; et Suha entretient également la suspicion. De leurs côtés, les Etats-Unis, l'UE, la Ligue Arabe et la Russie ne seraient pas mécontents de forcer Israël à céder sur les colonies notamment, en faisant circuler des informations sur sa culpabilité. D'autres questions demeurent. Arafat a-t-il été réellement empoisonné à Ramallah ou à Paris? Arafat aurait été forcé de quitter la Muqatah, parce qu'il était protégé et donc impossible à tuer à ce moment-là. Ceux qui avaient alors intérêts à sa mort ont profité pour l'empoisonner une fois que ce dernier était à Paris. Et puis pourquoi les Palestiniens n'ont jamais demandé de réparations s'ils étaient convaincus du crime.

Le secret demeure. Toutefois, attendre des médecins français et étrangers une transgression du serment d'Hippocrate, qui plus ait sur le cas d'une maladie honteuse ou d'un assassinat, relève d'une grande naïveté. Si la thèse de l'empoisonnement est avérée, il est certain que la France, par convenance diplomatique, ne l'affirmera jamais. Rappelons les nombreux cas où des médecins ou sciemment menti sur l'Etat de santé des présidents en exercice. En réalité, il semble bien qu'Arafat gênait et qu'une coalition d'intérêts se soit réunie pour le faire disparaître, en laissant derrière elle des traces permettant de partager les responsabilités. Les commanditaires se renvoient la responsabilité dans un jeu médiatique tacite en jouant sur les rumeurs et les informations avérées ou non, distillées sciemment. Par ce biais, les coupables évitent de se mettre à dos une communauté internationale qui se serait cristallisé contre le coupable d'un crime contre un prix Nobel de la Paix.

Bibliographie

Source:

France, Ministère de la Défense, Service de Santé des Armées, Hôpital d'instruction des Armées Percy, Service d'Hématologie, «Compte-rendu d'Hospitalisation concernant monsieur Yasser Arafat», 14 novembre 2004, Professeur Thierry de Revel, docteur Fagot. 9 pages.

Mémoires

ALBRIGHT Madeleine, *Madame la secrétaire d'Etat*, Albin Michel, 2003, 654 pages
ATTALI Jacques, *Verbatim I, II et III*, Fayard, 1995.
CLINTON Bill, *Ma vie*, Odile Jacob, 2004, 1015 p.
GORBATCHEV Mikhaïl, *Mémoires*, Le Rocher, 1997.
KISSINGER Henry, *Les années de renouveau*, Paris, Fayard, 2000, 1047 p.
MEIR Golda, *Ma vie*, Robert Laffont, 1975, 488 p.

NETANYAHOU Benyamin, *Paix et sécurité*, Paris, L'Archipel, 1995, 183 pages.
PAZNER Avi, *Les secrets d'un diplomate*, Paris, Edition du Rocher, 2005, 360 pages.
PÉRÈS Shimon, *Combat pour la paix*, Paris, Fayard, 1995, 455 p.
PERES Shimon, *Un chemin vers la paix*, Timée Éditions, 2007, 215 pages.
RABIN Yitzak, *Mémoires*, Buchet/ Chastel, 1980, 253 p.
Ariel Sharon : entretiens intimes avec Uri Dan, Michel Lafont, 2006.

Sur Arafat et l'OLP

ABURISH Saïd, *Yasser Arafat*, Saint Simon
ALLOUCHE Jean-Luc, *Comment nous avons gagné la guerre contre les Palestiniens et pourquoi nous l'avons perdue*, Paris-Tel-Aviv, Éditions de l'éclat, 2005.
CALVO-COLLER Karin, CALVO Michel, *Le dossier Arafat*, Albin Michel, 2004, 327 pages.
KAPELIOUK Ammon, *Sabra et Chatila, enquête sur un massacre*, Seuil, Paris, 1982.
KAPELIOUK Ammon, *Arafat l'irréductible*, Paris, Fayard, 2004. 520 pages
KARSHEfrain, *Arafat's War. The Man and His Battle for Israeli Conquest*, New-York, Grove Press, 2003.
PISANO Isabel, *Yasser Arafat, intime. La passion de la Palestine [2005, 2009]*, Paris, Éditions Demi-Lune, 2009.
PISANO Isabel, *Yasser Arafat, La passion d'un leader*, Ediciones B., 2006
RUBIN Barry, *Revolution until Victory? The Politics and History of the PLO*, Cambridge (Massachusetts)-Londres, Harvard University Press, 1994.
RUBIN Barry et COLP-RUBIN Judith, *Yassir Arafat: A Political Biography*, New York-Oxford, Oxford University Press, 2005.
SAINT PROT Charles, *Yasser Arafat, biographie et entretiens*, Jean Picollec, 1990, 351 pages.
WALLACH Janet & John, *Arafat : la poudre et la paix*, Bayard

Sur Israël et la question palestinienne

BAR ZOHAR Michel, *Shimon Pérès et l'Histoire secrète d'Israël*, Odile Jacob, 2008, 411 pages.
BLUM William, *Les guerres scélérates*, Parangon, 2004, 450 pages
BOUTROS-GHALI Boutros et PÉRÈS Shimon, *60 ans de conflit israélo-arabe, témoignages pour l'histoire, entretiens croisés avec André Versaille*, Éditions Complexe, 2006, 380 pages
BOUTROS-GHALI Boutros, *Le chemin de Jérusalem*, Paris, Fayard, 1997
BLUM William, *Les guerres scélérates*, Parangon, Paris, 450 pages.
BLACK Ian et MORRIS Benny, *Israel's Secret Wars. A history of Israel's Intelligence Services?*, New York, New York: Grove Weidenfeld, 1991.
CARTER Jimmy, *Palestine: Peace Not Apartheid*, 2005
COCKBURN Andrew et Leslie, « Dangerous Liaison: the Inside Story of the Israeli-US Covert Relationship », Harper Collins, New-York, 1992.
DANIEL Jean, *Israël, les Arabes, la Palestine, chronique 1956-2008*, Galaade Editions, 2008
DEROGY Jacques et HESI Carmel, *Israël ultra-secret*, Laffont, 1989.
DIECKHOFF Alain, *L'Etat d'Israël*, Fayard, 2008
ENCEL Frédéric, *Atlas géopolitique d'Israël, aspects d'une démocratie en guerre*, Editions Autrement, 2008
ENDERLIN Charles, *Le rêve brisé, Histoire de l'échec du processus de paix au Proche-Orient 1995-2002*, Paris, Fayard, 2002.
EPSTEIN Simon, *Histoire du peuple juif au 20^{ème}*, Hachette littératures, 1998, 430 pages.
EYTAN Freddy, *Les 18 qui ont fait Israël*, Editions Alphée, 2008, 285 pages
EYTAN Freddy, *La France, Israël et les Arabes, le double jeu*, Éditions Jean Picollec, 2005, 557 pages.
GRESH Alain et VIDAL Dominique, *Les cents clés du Proche-Orient*, Paris, Hachette, 2003
GURFINKIEL Michel, *Israël - Géopolitique d'une paix*, Michalon, 1996.
HAREL Amos & ISACHAROFF, *La Septième guerre d'Israël*
LAURENS Henry, *La question de Palestine*, Fayard, 2011, 896 pages.
MANSOUR Camille (sous la direction de), *Israël et les États-Unis*, La Documentation Française, 1995.
MEARSHEIMER John et WALT Stephen, *Lobby israélien et la politique étrangère des États-Unis*, La découverte, 2007, 500 pages.
MORRIS Benny, *Victimes, Histoire revisitée du conflit arabo-sioniste*, Éditions Complexe, IHTP CNRS, 2003, 860 pages.
PÉRÈS Shimon, *Conversation avec Shimon Péres avec Robert Littell*, Gallimard, 1998.
SAÏD Edward, *D'Oslo à l'Irak*, Fayard, 2005, 335 pages.
SALAM Shalom, *Dictionnaire pour une meilleure approche du conflit-israélo palestinien*, Claude Faure, Fayard, 2002.
SAND Shlomo, *Comment le peuple juif fut-il inventé*, Fayard, 2008, 446 pages.
SFEIR Antoine, *Dictionnaire du Moyen Orient*, CNRS, 2011, 244 pages.
SLEDKINE Yuri, *Le siècle juif*, Paris, La découverte, 2009, 400 pages.
TREVOR Asserson et WILLIAMS Cassie, *THE BBC AND THE MIDDLE EAST, THE DOCUMENTARY CAMPAIGN 2000 – 2004*, London, Oxford University, 2004, 126 pages.
VIDAL Dominique et BOUSSOIS Sébastien, *Comment Israël expulsa les Palestiniens*, Editions de l'Atelier, 2008

Sur la dissuasion NBC Israélienne

BERCHE Patrick, *L'histoire secrète des guerres biologiques*, Paris, Robert Laffont, 2009. 396 pages.
BINDER Patrice et LEPICK Olivier : *Les armes biologiques*, PUF, 2001, 1^{ère} édition, 125 pages.

COHEN Avner, *Israel and chemical, biological weapons : history, deterrence and arms control*, New York Columbia University press, Non Proliferation review, Automne 2001, 91 pages.

CORDESMAN Anthony, *After the storm - the changing military balance in the Middle East*, 1993

CREVELD Martin van, *The Sword and the Olive. A Critical History of the Israeli Defense Force*, New York, New York: Public Affairs, 1998, 174 pages.

KARSH E, *Non-conventional-weapons proliferation in the middle east*, Oxford University press, 1993

KLINGBERGMarcus, *The Last Spy*, Maariv Books, 423 pages, NIS 98

MAYERClaude, *L'Arme chimique*, Ellipses, 447 pages, 2007, pp.409-418.

MILLER Judith, ENGELBERG Stéphane et BROAD William, *Les armes chimiques et la nouvelle guerre secrète : GERMES* : Paris, Fayard, 2002, 410 pages.

PÉRÈS Shimon, *David et sa fronde, l'armement d'Israël*, Paris, Stock, collection témoin de notre temps, 1971, 353 pages.

RAZOUX Pierre, *Tsahal, nouvelle histoire de l'armée israélienne*, Paris, Perrin, 2006, 618 pages.

STEINBERG Gerald, «Israeli responses to the threat of chemical warfare », *Armed Forces and Society*, vol 20 n°1 (Automne 1993).

TENEZE Nicolas, «Israël et sa dissuasion, histoire d'une paradoxe (1948-2008)», Thèse de doctorat, 2009, 700 pages. IEP/ Ut1.

Sur l'espionnage

DAN Uri, Mossad, *50 ans de guerre secrète*, Paris, Presse de la cité, Focus, 1995, 394 pages.

HALEVY Ephraïm, *Mémoires d'un homme de l'ombre, Les coulisses de la politique internationale au Moyen-Orient par l'ex-directeur du Mossad*, Paris, Albin Michel, 2006, 352 pages.

THOMAS Gordon, *Histoire secrète du Mossad de 1951 à nos jours*, Paris, Nouveau monde éditions, 2006, 528 pages.

[1] Sten Forshufvud, *Napoléon a-t-il été empoisonné ?* Plon, 1961

[2] Les nizârites, dès le XI^e siècle, exercent en Perse et en Syrie actuelle, des empoisonnements de leurs ennemis.

[3] *Le Monde*, 15 juillet 2009, « L'Autorité palestinienne interdit Al-Jazira en Cisjordanie ».

[4] *Al Jazeera*, 7 juillet 2012, «The strange death of Yasser Arafat».

[5] *J Forum*, 30 novembre 2012, «Arafat : le stéréotype du "Juif empoisonneur". Les avocats sont es juifs, donc la thèse de la rumeur antisémitisme de plusieurs auteurs (Pierre-André Taguieff son auteur, a rédigé plusieurs «travaux universitaires» communautaristes et d'une valeur scientifique douteuse, dans la même veine de ceux de l'universitaire néoconservateur Guy Millière, le philosophe Alain Finkielkraut et la polémiste Elisabeth Lévy) sont à nuancer.

[6] *CRIF*, 4 décembre 2012, «Arafat : La vérité sortira-t-elle du mausolée de la Mouqata ?», Martin Perez. Le Nasser al-Qidwa reçoit le rapport le 22 novembre.

[7] *Le Monde*, 24 novembre 2012, «La dépouille de Yasser Arafat sera exhumée mardi».

[8] *Jerusalem Post*, 4 août 2007, «Ex-Arafat aide; Chirac knows Israel killed Arafat», Khaled ABU TOAMEH.

[9] *CRIF*, 4 décembre 2012, «Arafat : La vérité sortira-t-elle du mausolée de la Mouqata ?», Martin Perez.

[10] Les Russes et les Egyptiens se seraient rajoutés à la commission sans prévenir. *Le Figaro*, 27 novembre 2012, «Souha Arafat troublée par la présence d'experts russes».

[11] Jacques Baud, *Encyclopédie du renseignement et des services secrets*, Lavauzelle, 1998, 588 pages, p. 361.*NYT*, 15 octobre 1997, «Diplomatic Struggle Follows Bungled Assassination Attempt in Jordan».

[12] *L'Express*, 25 juin 1982, «Les ambiguïtés d'Arafat », André Pautard. L'Article comporte de nombreuses erreurs de dates.

[13] L'URSS le soutien par l'intermédiaire notamment de l'ambassadeur Alexander Soldatov, un agent du KGB[13]. Brian Freemantle, *Le KGB, le plus secret des services secrets*, Plon, 1986, chapitre VI.

[14] Arafat, au début soutenu par l'Iran de Khomeyni. *La Chaîne parlementaire*, «Action Directe, les Années de plomb», Serge Cosseron, 4 août 2012.

[15] *L'orient Indiscret*, 5 juillet 2012, «Arafat : la France sait, mais elle se taira», Georges Malbrunot.

[16] Jacques Attali, *Verbatim III*, Fayard, 1995, p. 229.

[17] Jacques Attali, *Verbatim III*, op. cit., p.290.

[18] Il estime également que « la prochaine guerre « se fera avec les bombes nucléaires et chimiques ».

[19] Michel Koriman, Yohanan Manor, Edgard Weber et Richard Zrehen, *Comprendre Israël aujourd'hui*, conférence à l'IEP de Toulouse, 5 novembre 2004.

[20] Madeleine Albright, *Madame la secrétaire d'Etat*, Albin Michel, 2003, p.366.

[21] Madeleine Albright, *Madame la secrétaire d'Etat*, Albin Michel, 2003, p.366.

[22] *CBWCB*, n°57, septembre 2002, p. 51.

[23] *CBWCB*, n°60, juin 2003, 52 pages, p. 31.

[24] *Arte*, 22 juillet 2009 à 21h35, « CIA - OLP : Conversations secrètes ». Ce dernier reconnaît néanmoins : « *Je ne dénierai jamais le droit du peuple juif sur la terre d'Israël* »[24].

[25] *Réseau Voltaire*, 10 juin 2010, « Abbas reconnaît « le droit du peuple juif sur la terre d'Israël ».

[26] *Arte*, 22 juillet 2009 à 21h35, op.cit.

[27] *Arte*, 22 juillet 2009 à 21h35, op.cit. Rajoub, après le 11 septembre, est de nouveau taupe de la CIA. CIA et Mossad s'affrontent sur son cas. Sharon, qui estime que celui-ci en sait trop, incendie son QG et ses archives compromettantes à Ramallah. Rajoub s'allie alors avec les *Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa*. Finalement, les Etats-Unis l'abandonnent.

- [28] *Rapport final de la Commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis*, intitulé dans sa version originale *The 9/11 Commission Report* (W.W. Norton, New York, 2004), p.66.
- [29] Jacques Attali, *Verbatim III*, *op.cit.*, p. 227.
- [30] *Le Figaro*, 10 mai 2010, « Décès d'un rabbin, ex-ministre d'Arafat ». Hirsh représentait à lui seul la guerre civile entre juifs, lorsqu'il fut agressé à l'acide par un autre juif, et perdit un œil
- [31] Jacques Attali, *Verbatim II*, *op.cit.*, p. 107
- [32] Madeleine Albright, *op.cit.*, p. 588.
- [33] Charles Enderlin, *Le Grand Aveuglement, Israël et l'irrésistible ascension de l'Islam radical*, Albin Michel, 2009.
- [34] Alexandre Adler va jusqu'à affirmer qu'Arafat soutiendra Sharon contre Barak. Alexandre Adler, *J'ai vu finir le monde ancien*, Hachette Littérature, Pluriel, 2003, pp.206-220. En retour, « Arik » aurait encerclé Arafat dans la Moukatakah, afin de rehausser le martyr d'Arafat, dont l'image de résistant était fortement concurrencée ses rivaux palestiniens.
- [35] Madeleine Albright, *op.cit.*, p. 387.
- [36] Bill Clinton, *Ma vie*, Odile Jacob, 2004, chapitre 45.
- [37] Antoine Sfeir, *Vers l'Orient compliqué*, Grasset, Paris, 2007, p. 69.
- [38] *The Jewish Institute For The National Security Affairs* compte parmi ses membres, jusqu'en 2001, Dick Cheney, Richard Pearle, John Bolton et Douglas Feith, appartenant à l'équipe Georges Bush. Antoine Sfeir, *op.cit.*, p. 66. On pourrait les appeler les « oncles » du président, par analogie aux oncles de Charles VI qui exerçaient la réalité du pouvoir. *Cercle Kulture*, « Affaires de famille », octobre 2006.
- [39] *J Forum*, 30 novembre 2012, «Arafat : le stéréotype du "Juif empoisonneur». Pierre-André Taguieff.
- [40] *Le Monde Diplomatique*, novembre 2005. «Yasser Arafat a-t-il été assassiné ?».
- [41] *USA Today*, 12 October 2005, « Palestinians: Cause of Arafat death remains a mystery ».
- [42] *Canard Enchaîné*, 5 mars 2007, «Arafat était atteint d'une cirrhose du foie».
- [43] *Jforum*, 10 juillet 2012, «Le mystère de la mort d'Arafat». Le professeur Gil Lugassi, président de l'Association des hématologistes d'Israël, *Haaretz*, le lieutenant-général Ion Mihai Pacepa, directeur de la *Securitate* et *Israel Today*, soutiennent cette version.
- [44] *Réseau Voltaire*, 11 novembre 2010, « Les circonstances politiques de la mort de Yasser Arafat », Thierry Meyssan.
- [45] *L'Arche*, octobre 2007, p. 60. Cette thèse est néanmoins défendue par le canadien Richard Colvin, Premier secrétaire de l'ambassade du Canada à Washington et officier de liaison pour le renseignement, premier accusateur de l'armée canadienne qui aurait torturé en Afghanistan[45]. On trouve parmi les défenseurs de cette thèse *Haaretz* (les journalistes Amos Harel et Avi Isacharoff).
- [46] *Slate*, 28 août 2012, «Ce que révèle le compte-rendu d'hospitalisation de Yasser Arafat».
- [47] Lors de bombardements de neutrons, le bismuth absorbe l'un de ces neutrons pour devenir le bismuth-210. En cinq jours, cet atome de bismuth subit une désintégration bêta. Devenant un proton, un électron et un antineutrino, et ces deux dernières particules finissent par quitter le noyau. Le polonium-210 est aussi présent naturellement dans l'environnement, car il est un produit de la désintégration de l'uranium.
- [48] *Al Jazeera*, 4 juillet 2012, « Arafat's widow calls to exhume his body»
- [49] *Le Figaro*, 27 novembre 2012. «L'ancien président turc Özal aurait été empoisonné»
- [50] Selon le spécialiste des mythologies du complot juif, André Taguieff, ces idées reçues remontent à la vie de Mahomet, «Après avoir combattu et vaincu avec ses fidèles la tribu juive des Banû Nadhîr lors de la bataille de Khaybar (oasis située à 150 km de Médine) en 628, assista à un banquet durant lequel il fut servi par l'épouse de l'un des chefs juifs vaincus. Voulant venger ses parents exécutés, cette femme juive chercha à l'empoisonner en lui servant une pièce d'agneau où elle avait mis beaucoup de poison spécialement dans l'épaule, la partie de l'agneau que le Prophète préférerait. Mais la tentative d'empoisonnement échoua car, par miracle, l'épaule d'agneau se mit à parler et supplia le Prophète de ne pas la manger. Version plus terre-à-terre : Mahomet recracha le morceau de viande, sentant qu'elle était empoisonnée, tandis que son ami la mangea et mourut. [...] Mais en 632, lorsqu'il meurt de maladie, le souvenir de cet épisode va conduire certains biographes à émettre l'hypothèse d'un empoisonnement lent. Selon eux, les compagnons de Mahomet racontèrent que sur son lit de mort, celui-ci leur confia lui-même que sa maladie était le résultat de cet empoisonnement. Il en alla de même, en 634, pour le premier calife Abou Bakr, beau-père et successeur du Prophète. Selon Al-Tabari, grand collectionneur de "traditions" concernant les faits et dits du Prophète, le calife Abou Bakr, invité à manger chez un juif, se vit présenter un plat de riz suspect. Harith, médecin des Arabes, en prit une bouchée et la rejeta en disant : "Il y a dans ce riz un poison qui tue au bout d'un an." Or, le calife mourut un an plus tard au terme d'une maladie qui dura deux semaines, et au même âge que Mahomet. [...] Si la bataille de Khaybar est devenue, dans la culture islamique, le symbole de la victoire des musulmans sur les juifs, la prétendue tentative d'empoisonnement du Prophète par une femme juive a légitimé les accusations visant les juifs en tant que comploteurs et empoisonneurs, donc criminels. La victoire musulmane de Khaybar a notamment inspiré un chant menaçant souvent entonné lors de manifestations anti-israéliennes au Proche-Orient : "Khaybar, Khaybar, Ô juifs, l'armée de Mohammed reviendra. [...]C'est un fait avéré que les juifs sont comme le cancer : si on ne les retire pas du corps de la nation, ils la tueront intégralement».
- [51] Yves Bonnet, Albert Farhat, *Gaza au cœur de la tragédie*, Paris, *Timée*, 2009, p.154.
- [52] Jacques Attali, *Verbatim III*, *op.cit.*, p. 227.
- [53] *JCSS*, Volume 5, No. 2, août 2002, « Israel's Strategic Environment », Major General Aharon Zeevi, chef de l'IDF Intelligence.
- [54] *Yediot Aharonot*, 14 septembre 2004. *Maariv*, 4 novembre 2004.
- [55] *Le Monde*, 27 novembre 2012, «Les zones d'ombre autour de la mort de Yasser Arafat». Hélène Sallon.
- [56] *L'Orient Indiscret*, 5 juillet 2012, «Arafat : la France sait, mais elle se taira», Georges Malbrunot.
- [57] Aaron Klein, *Striking Back*, Random House, 2005, 272 pages.
- [58] Le ministre de la défense Shaul Mofaz et le ministre des affaires étrangères Sylvan Shalom préconisaient également son élimination.

- [59] *Réseau Voltaire*, 11 novembre 2010, « Les circonstances politiques de la mort de Yasser Arafat », Thierry Meyssan.
- [60] Voir aussi la chronique du parlementaire britannique identifiée comme antisioniste par Israël *Al Jazeera*, 7 juillet 2012, «The strange death of Yasser Arafat».
- [61] *Le Monde*, 15 juillet 2009, « L'Autorité palestinienne interdit Al-Jazira en Cisjordanie ».
- [62] *J Forum*, 30 novembre 2012, «Arafat : le stéréotype du "Juif empoisonneur». Pierre-André Taguieff.
- [63] *France, Ministère de la Défense, Service de Santé des Armées, Hôpital d'instruction des Armées Percy, Service d'Hématologie*, «Compte-rendu d'Hospitalisation concernant monsieur Yasser Arafat», 14 novembre 2004, Professeur Thierry de Revel, docteur Fagot. 9 pages. Sont cités également dans l'enquête le médecin-chef des services, le Dr Bruno Pats,
- [64] Thèse défendue le 30 septembre 2005, par Yoram Binur, journaliste de la deuxième chaîne pour les territoires occupés , par Haaretz, Amos Harel et Avi Isacharoff, par *La Septième Guerre d'Israël*, 2005.
- [65] *BBC*, novembre 1999, "Hillary Clinton criticises Mrs Arafat".
- [66] Freddy Eytan, *op.cit.*, p. 259.
- [67] Mais un rapport existe bien en novembre 2004 et de plus, si les médecins français affirmaient n'avoir pas pu déceler la cause de la mort, c'est que l'autopsie a été réalisée.
- [68] Certaines sources affirment que Souha a saisi la justice pour qu'aucune information de son dossier médical ne soit transmise et aurait refusé une offre de 2 millions de dollars en échange de l'accès au dossier médical d'Arafat.
- [69] Victime parallèle: en avril 2013, Salam Fayyad, le Premier ministre palestinien (et ancien haut fonctionnaire du FMI), démissionne.

N. Ténéze, 7 juin 2013